5 CENTIMES

L'Egalité

5 CENTIMES

HUITIEME ANNEE. — N° 63

DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Socialiste Quotidien

MARDI 4 MARS 1902

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Roubaix et Départements limitrophes	4 fr. 50.	8 fr.	16 fr.
Autres Départements	5 fr. 50.	11 fr.	22 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les agences de publicité.
ROUBAIX, 146, rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

AUJOURD'HUI LIRE :

LE CONGRES SOCIALISTE DE TOURS : Compte-rendu des deux séances de la journée ;

—o—

L'ACCIDENT DE M. WALDECK-ROUSSEAU : Le bulletin de santé. — Pas d'intérimaire au ministère de l'Intérieur ;

—o—

MANIFESTATION DE SANS-TRAVAIL A PARIS ; Une bagarre. — Plusieurs blessés ;

—o—

LE MYSTERE DE WAZIERS : Deux arrestations ;

—o—

HORRIBLE INFANTICIDE A HASPRES : Un enfant étranglé.

PARTAGEUX

Il n'est rien qui fasse plus de tort à une idée et à un parti, rien qui puisse plus aisément les discréditer que les qualificatifs désobligeants dont les gratifient des adversaires de mauvaise foi. Combien, par exemple, le terme de *Partageux* n'a-t-il pas causé de préjudice aux doctrines socialistes auprès des masses, et spécialement des masses agricoles !

Il est vrai que depuis elles sont revenues de leur méfiance et de leur antipathie ; dans les campagnes, considérées jusqu'à ces derniers temps comme entièrement réfractaires à nos idées, le socialisme a été prêché avec succès, des circonscriptions rurales ont donné à nos candidats un nombre respectable de voix, fait qui vaut assurément la peine d'être noté et signalé comme un symptôme.

Le futur partage des bien donné comme le principal objectif des socialistes et d'une manière générale de tous les républicains et démocrates, tel fut le grand argument des misérables et des inconscients qui, par leurs discours et leurs écrits, préparèrent auprès de la bourgeoisie et des cultivateurs le succès du Coup d'Etat de Décembre 1851. Car les césariens jouaient un double jeu : auprès des ouvriers des villes, qu'ils savaient en grande majorité acquis aux idées démocratiques, ils se présentaient comme des continuateurs de la Révolution française, comme des vengeurs du suffrage universel mutilé par la majorité réactionnaire de la Chambre d'alors ; à les en croire, le peuple devait avec eux prendre sa revanche des journées de juin 1848, et, trompés par eux, un grand nombre de travailleurs donnèrent leurs suffrages à Louis-Napoléon, en haine de son compétiteur le général Cavaignac, auteur responsable de cette sanglante répression.

Aux bourgeois et aux paysans, au contraire, ils disaient être les défenseurs de l'ordre, qu'une assemblée divisée et impopulaire devait être incapable de maintenir, les seuls remparts de la propriété contre les communistes, ces partageux maudits qui voulaient, assuraient-ils, dépouiller commerçants et cultivateurs du fruit de leur travail : ces infâmes inepties se rencontrent dans ces brochures, ces pamphlets que répandait alors par toute la France et jusqu'en Belgique l'immonde parti qui s'apprêtait à se ruer sur les libertés publiques, grâce à l'appui du sabre et à la complicité de l'Eglise.

Un individu se distingua entre tous dans cette course aux mensonges : ce fut Romieu, l'auteur d'un venimeux pamphlet portant le titre expressif de *Spectre Rouge* et dans lequel il parlait aux capitalistes terrifiés de *ces prolétaires chantant leur cantique de haine* et se préparant à les massacrer.

Ce même Romieu, dans sa fureur rétrograde, faisait appel au canon russe pour arrêter la marche de la Démocratie, et, par une tragique ironie du sort, son vœu devait périr sous les projectiles des batteries russes pendant l'expédition de Crimée.

Cette épithète de partageux, comme tant d'autres du même genre, nous pouvons sans crainte la renvoyer aux défenseurs de la société actuelle, à ceux qui profitent de ses iniquités et sont par conséquent intéressés à en souhaiter le maintien.

Ne sont-ce pas les capitalistes qui, de par notre organisation sociale, forcent les ouvriers à partager avec eux le fruit de leur travail ?

Qu'est-ce que le fermage, autrement dit la rente du sol, si ce n'est la spoliation légale du cultivateur, c'est-à-dire de celui qui laboure, ensemence et moissonne à la sueur de son front, par un homme n'ayant de droit que celui qui résulte d'un titre de propriété, dont la valeur est fictive et arbitraire au premier chef ?

Ce sont là des vérités tellement élémentaires que l'on rougit presque de les énoncer, et cependant l'aveuglement des masses est si grand, le mal que leur causent les préjugés inculqués par les dirigeants est si profond que longtemps encore il sera nécessaire de les répéter, de les rabâcher même, s'il nous est permis de parler ainsi, Car ce qui se passe au sein de l'humanité est diamétralement opposé à ce que nous voyons dans la nature ; si nous prenons un exemple dans le règne végétal, nous constatons que les botanistes mettent au premier rang les plantes utiles et rejettent au dernier les plantes parasites, qui parfois entravent dans leur dévelopement les arbres sur lesquels elles vivent.

Cet ordre si logique n'est pas suivi dans notre société, car les premières places y sont occupées par les oisifs et les inutiles, par ceux qui, suivant les expressions de la parabole évangélique, récoltent où ils n'ont pas semé, alors que les dernières sont le triste apanage des citoyens utiles dont le rude labeur entretient la caste des propriétaires.

Bien loin d'être partageux, les socialistes désirent organiser rationnellement la propriété, étendue à tous les humains, et comprise dans son véritable sens. Le Collectivisme n'a d'autre but que l'équitable attribution des richesses sociales : *Qui ne travaille pas, ne mange pas*, dit l'apôtre Paul. *Tout oisif est un fripon*, a écrit Jean-Jacques Rousseau.

Nous disons à notre tour et proposons pour devise à la société future que nous cherchons à instaurer sur les ruines de la société actuelle : *Point de bénéfice sans travail.*

Emile RAYMOND.

JEAN VALJEAN

On a fêté le centenaire de Victor Hugo un peu partout. On l'a même fêté à la cour d'assises de la Seine. Vous allez voir de quelle façon. On y jugeait un contumax, un homme jeune encore, que son passé ne recommandait pas à la bienveillance de la cour. Il avait été condamné, pour vagabondage et pour vol. Recherché pour une affaire de vol qualifié, il avait été frappé en dernier lieu de vingt ans de travaux forcés. Or, tandis qu'on le condamnait ainsi, il était tranquillement occupé à refaire sa vie, et il ignora, jusqu'au jour où la police le découvrit, qu'il avait mérité d'endosser la casaque des forçats. J'ajoute deux petits faits qui me semblent avoir leur éloquence : ce pauvre diable est un enfant abandonné et il n'a pas pris part au vol qui lui a valu les travaux forcés !

Il avait tout de même un casier judiciaire, ce qui est une très mauvaise recommandation. Mais on était à la veille du centenaire ; les journaux étaient pleins de détails sur la vie et les œuvres de Victor Hugo. Les personnages de l'œuvre énorme, touffue, auguste étaient présents à l'esprit de tous les hommes, y compris les magistrats qui traduisent Horace, mais n'aiment pas beaucoup la poésie. Si bien que lorsque cet inculpé est venu, entre deux gardes, s'asseoir en face du jury, on a cru que c'était Jean Valjean qui entrait !

C'était lui. Le hasard combine de ces rencontres. Le vagabond, le paresseux, le voleur d'hier s'est racheté par le travail ; il s'est marié. Il est heureux. Et le récit de sa vie, qu'il a fait devant le jury a arraché ces paroles au président : « J'aime votre accent de franchise. Vous avez la loyauté d'un honnête homme. Je vous en fais mon compliment. Vous aviez un mauvais passé ; vous vous êtes réhabilité. » Jean Valjean a été acquitté.

Il faut maintenant relire certain passage de la proclamation que Victor Hugo adressait aux électeurs dès 1849, et où il se prononce pour la République, qui, parmi tant d'autres réformes, « introduira la clémence dans la loi pénale et la conciliation dans la loi civile ». On constate alors que le meilleur élève du poète est, à ce point de vue, le président Magnaud, que nous avons fait du chemin depuis un demi-siècle, — et que les petits faiseurs de mots qui, sans avoir d'ailleurs le mérite de l'invention, traitent encore le maître de « vieux prophète en zinc », ne savent pas ce qu'ils disent !

NOLL.

LES TRUSTS

Les journaux américains de ces jours derniers annoncent la constitution, à Trenton, de la *Northern Security Co*, un grand trust de chemins de fer, créé au capital de deux milliards de francs (400 millions de dollars) et englobant les lignes du *Northern Pacific*, du *Great Northern* et du *Chicago, Burlington and Quincy Railway*.

De nouveau, c'est Pierpont Morgan, le grand financier de New-York, qui est l'âme de la combinaison. Et à peine l'acte fondant cette société est-il enregistré — les droits d'enregistrement ne se sont pas élevés à moins de quatre cent mille francs — que l'on signale qu'une autre combinaison, non moins gigantesque éclose également dans le cerveau de Morgan, est sur le point d'aboutir, la formation d'un trust des grandes lignes de navigation entre les Etats-Unis et l'Europe, trust qui absorberait non seulement des sociétés américaines, mais étendrait son contrôle sur différentes compagnies anglaises et allemandes.

C'est à se demander où s'arrêteront les entreprises audacieuses de cet homme, qui semble vouloir réaliser le rêve de jongler avec les millions du monde entier. La première des combinaisons fantastiques de Morgan — fantastiques à nos yeux d'Européens *décontenancés* par les centaines de millions de dollars qu'ils voient mettre en jeu remonte à l'année 1898. Il fonda alors la *Federal Steel Company*, en associant en un vaste trust la *Minnesota Iron Company*, l'*Illinois Steel Company*, la *Lorain Steel Company* et l'*Elgin Joliet and Eastern Railroad Company*. Il réunit ainsi en une seule entreprise commerciale quatre sociétés importantes s'occupant de la fabrication de rails d'acier et exploitant à côté de leurs hauts-fourneaux, de leurs convertisseurs Bessemer et de leurs fours Martin, comme facteurs du succès de la production de ceux-ci, des minières, des houillères, des chemins de fer et des lignes de navigation. C'est ainsi que la *Minnesota Iron Company* fit apport de ses gisements de minerai, les meilleurs des États-Unis pour le procédé Bessemer, du *Duluth and Iron Range Railroad*, le chemin de fer qui met en communication ses propriétés minières avec Duluth et Deux-Ports sur le lac Supérieur et de ses vingt-deux navires avec les immenses docks qu'elle a aménagés sur les lacs pour la manutention des minerais. De même l'*Illinois Steel Company* et la *Lorain Steel Company* apportèrent chacune, outre leurs aciéries, un chemin de fer et l'*Elgin Joliet and Eastern Railroad Company* mit à la disposition du trust la grande ligne de ceinture de Chicago.

Par la constitution de la *Federal Steel Company*, Morgan organisait une exploitation industrielle au capital d'un milliard de francs (deux cents millions de dollars), fabriquant 33 p. c. des rails d'acier produits aux États-Unis, possédant indépendamment des chemins de fer et des lignes de navigation que nous avons énumérés, 9.000 hectares de concessions houillères, 2.400 fours à coke, 21 hauts-fourneaux et 10 fours Martin. Ce formidable trust fonctionnait à peine depuis quelques mois que Morgan créa successivement et à quelques semaines d'intervalle la *National Tube Company* et l'*American Steel and Wire Company*. La *National Tube Company* est le trust des tubes d'acier et des conduites de fonte, de fer et d'acier. Elle fut fondée en mai 1899 au capital de 400 millions de francs (80 millions de dollars) et elle présentait, sur les sociétés avec lesquelles elle allait entrer en concurrence, cet avantage qu'étant propriétaire de mines, de houillères, de fours à coke et de hauts-fourneaux, elle pouvait fabriquer elle-même sa matière première. Quant à l'*American Steel and Wire Company*, c'est le trust qui produit le fil d'acier et les ronces artificielles, dont il monopolise pour ainsi dire la vente. Comme les autres trusts formés par Morgan, il possède et exploite des gisements de fer et de houille. Il a 7 ou 8 hauts-fourneaux en activité, 3 convertisseurs Bessemer, 17 fours Martin, 25 laminoirs et 30 tréfileries. Il est constitué au capital de 450 millions de francs (90 millions de dollars) et élabore annuellement environ un million et demi de tonnes de marchandises.

A la fin de l'année 1900, Pierpont Morgan était donc maître d'une bonne partie de l'industrie américaine de l'acier. Par la *Federal Steel Company* (1 milliard de francs de capital) il intervenait pour 33 p. c. dans le laminage des rails ; par la *National Tube Company* (400 millions de francs de capital) il dominait la production des tubes en acier pour chaudières et des tuyaux en fonte, fer et acier ; par la *Steel and Wire Company* (450 millions de francs de capital) il monopolisait la fabrication du fil d'acier et des ronces artificielles.

Dans la même industrie fonctionnait à côté de lui, comme monopoleur de moindre envergure, le juge Moore, directeur financier de la *National Steel Company* (300 millions de francs de capital), le trust des produits demi-ouvrés en acier (lingots, bloms, barres et plaques), de l'*American Tine Plate Company* (250 millions de francs de capital), le trust du fer blanc, de l'*American Steel Hoop Company* (265 millions de francs de capital), le trust du feuillard et des lamelles, et de l'*American Steel Sheet Company* (260 millions de francs de capital), le trust des tôles. Mais devant Moore et devant Morgan se dresse comme concurrent dangereux et redoutable Carnegie, avec ses 16.000 hectares de concessions houillères, ses gisements produisant annuellement 5 millions de tonnes de minerai de fer, ses 11.652 fours à coke, ses 19 hauts-fourneaux, ses 8 convertisseurs Bessemer et ses 56 fours Martin. Un instant — Carnegie avait donné l'ordre de monter au bord du lac Erié des ateliers de tuyaux, et quelques mois auparavant il avait commencé la fabrication de tôles — Morgan put craindre que l'édifice des trusts qu'il avait si habilement échafaudés était sérieusement compromis. Au lieu d'engager hardiment la lutte, il eut recours à la diplomatie. Il entra en négociations avec Carnegie, et, le 11 février 1901, ces négociations aboutirent à un contrat par lequel Carnegie lui cédait ses établissements. L'entente avec Moore ne fut ensuite que l'affaire de quelques jours, et le 20 mars, les exploitations de Morgan, de Moore et de Carnegie ne formaient plus qu'un seul trust, l'*United States Steel Corporation*, le grand trust de l'acier, au capital de quatre milliards et demi de francs, dont Morgan devenait le grand ordonnateur. C'est à cette organisation gigantesque que le même financier a juxtaposé hier le trust des chemins de fer, au capital de deux milliards de francs, et qu'il ajoutera demain le trust des lignes de navigation transatlantique.

Cette appropriation, au profit de quelques-uns, des branches essentielles de l'activité industrielle, ne peut que hâter leur expropriation au profit de la collectivité.

LE REPOS DANS LES POSTES

Un jour de repos par semaine. — Diminution de la journée de travail des agents et des facteurs. — Nouvelle réforme de Millerand.

Après l'application de la journée de huit heures dans les ateliers des postes, c'est en faveur du repos des employés des bureaux et des facteurs que se tourne l'initiative de Millerand.

Un employé de cette administration nous signale, en effet, que depuis que des instructions très nettes émanant du ministre du commerce ont été adressées aux différents chefs de service, le travail, tout en étant resté aussi considérable, se fait dans des conditions meilleures et pour le public et pour le personnel.

Hier, c'était à Paris, à la recette principale des postes de la Seine, au poste central télégraphique et au télégraphe du Palais de la Bourse, où les employés de ces bureaux se voyaient accorder, sans que le service en souffrit aucunement, un jour de repos complet par semaine. Auparavant, c'était après trois semaines qu'ils pouvaient espérer avoir une journée de liberté.

Aujourd'hui, après Saint-Etienne et d'autres villes de province, c'est à Lyon que les agents facteurs ont été appelés, hier à bénéficier de cette excellente mesure.

Notons aussi que les facteurs de cette ville, dont la durée de présence dans les bureaux et au dehors pour distribuer les correspondances, variait entre 11 et 12 heures, ont vu leur journée de travail abaissée à 8 heures et 8 h. 1/2 au maximum.

Il en est de même pour le service des agents proprement dits.

Il était utile de signaler ces faits, pour montrer que malgré les déclarations des uns et la rage des autres, Millerand apporte chaque jour un peu de bien être à ceux dont il a l'honneur de régler les intérêts.

C'est ainsi un exemple précieux à donner à ses collègues et aux patrons de l'industrie privée qui ne peuvent, en présence de ces faits, arguer de la crainte de voir diminuer la production.

Tous les essais faits par Millerand dans ce sens ont démontré qu'ils n'avaient donné lieu à aucun bouleversement, mais à une amélioration en faveur des travailleurs.

Çà et Là

GAGES DE TORERO

Une saison tauromachique peut faire la fortune d'un bon toréador.

En une saison, Mazzantini a pris part à 65 courses et tué 168 taureaux ; Reverte, dans 71 courses, a tué 170 taureaux ; Guerrita, 147 dans 76 engagements.

Le produit de cette saison a été pour Mazzantini de 396,000 fr., pour Reverte de 276,000 fr., pour Guerrita de 455,000 francs.

—o—

UN AVALEUR D'ARGENT

Une opération chirurgicale des plus intéressantes sera faite aujourd'hui même à l'hôpital de Constantinople.

Dernièrement — il y a trente-quatre jours exactement — un Arabe qui se trouvait pendant la nuit près d'Ain-Smara, vit des rôdeurs s'avancer vers lui.

Craignant d'être attaqué et dévalisé, le pauvre diable avala coup sur coup vingt et une pièces de 5 francs, une pièce de 2 francs et une autre pièce de 0 50 centimes, soit au total une somme de 107 fr. 50.

Les prévisions du malheureux indigène se réalisèrent. Il fut abordé par les dangereux compagnons, auxquels il affirma ne rien posséder et qui, déçus, ne purent que le laisser continuer sa route, non sans l'avoir minutieusement fouillé.

Hier, notre homme fut admis à l'hôpital et raconta son aventure.

— La première pièce seule, expliqua-t-il, éprouva quelque difficulté à passer ; j'ai avalé les autres sans dommage.

Depuis, la petite fortune de cet escamoteur d'un nouveau genre n'a plus revu le jour.

Aussi va-t-on, aussi délicatement que possible, lui ouvrir l'estomac, voire le ventre, pour le remettre en possession du trésor déposé en lieu sûr, mais dont il voudrait faire un meilleur emploi.

—o—

POTEAU MACABRE

Au sommet de la côte d'Aldaly, dans le Cheshire, en Angleterre, les bicyclistes peuvent voir sur un tableau symbolique une tête de mort et deux tibias cassés, avec cette inscription : Cyclistes ! la descente est dangereuse !

—o—

LE PRIX D'UN VOTE

La *Daily Mail* rapporte que la statistique des élections générales anglaises de 1900 vient d'être publiée. Les dépenses des candidats ont été de 19,435,725 fr. 10. Il y a eu 1,103 candidats pour 670 sièges. Chaque candidat a donc une dépense moyenne de 17,500 fr. Pour la somme totale on a obtenu 3,519,345 votes, c'est-à-dire que chaque vote a coûté 5 fr 40.

Nouvelles à la Main

—o—

Mme Dufourneau, une fervente du féminisme, se fait un devoir de traiter sa cuisinière sur un pied d'aimable égalité.

— N'avons-nous pas la même origine, lui disait-elle : ne sommes-nous pas sorties, vous et moi, de la côte d'Adam ?

— Non, madame, répondit la brave fille, moi, je suis de la Côte-d'Or !

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

SOULÈVEMENT EN MACÉDOINE

SANGLANT COMBAT

Vienne, 2 mars. — Le correspondant à Sofia, du « Wiener Margenzeitung », télégraphie qu'une prise d'armes a eu lieu hier à Igmunitza, dans la province d'Uskub.

Des détails précis manquent. On sait seulement que de fortes bandes, venues de différentes vallées de Macédoine et de Bulgarie, s'étaient donné rendez-vous en un même point. La concentration s'opéra dans le plus grand secret.

Les bandes réunies avaient le dessein de tenter un coup de main sur une ville importante de Macédoine, de surprendre la garnison et de s'emparer des vivres et des munitions qu'elles auraient trouvées à l'arsenal. Mais leur projet fut déjoué par la police, et un fort détachement de troupes turques fut expédié d'Uskub pour disperser les révolutionnaires.

Une compagnie de soldats turcs se laissa attirer dans une embuscade, où elle aurait perdu trente morts et de nombreux blessés, d'après les bruits qui courent à Sofia.

La Guerre Sud-Africaine

UNE BARRIERE HUMAINE

Prétoria, 2 mars. — Lord Kitchener a surveillé en personne les opérations combinées de ces derniers jours et les captures considérables auxquelles elles ont abouti.

Les résultats de la dernière grande manœuvre d'investissement entreprise dans l'Orange ont créé ici un enthousiasme extraordinaire.

Les colonnes britanniques, formées en ligne continue, ont repoussé l'ennemi devant elles jusqu'au moment où il s'est trouvé acculé à la ligne, solidement occupée, des blockhaus de la frontière du Natal.

Les Boers ont fait plusieurs tentatives énergiques pour s'échapper, mais ils ont rencontré partout un mur d'hommes montés, qui ont barré la route avec une endurance remarquable.

Bien peu ont pu franchir le cercle qui les emprisonnait.

DEPECHES COMMENTEES

Londres, 2 mars. — La « Westminster Gazette », commentant les deux dernières dépêches de lord Kitchener, dit :

« La liste des pertes à Majuba, que lord Kitchener et M. Brodrick nous rappellent aujourd'hui, était bien moins élevée que celle de nos pertes dans la capture du convoi. N'est-il pas grandement temps de laisser de côté le souvenir amer de ce malheureux incident ?

» Si notre but était de le venger, ce but est largement atteint. Si ce sacrifice en sang et en argent est nécessité par une politique élevée, nous ne nous rendons pas justice en tenant un langage inspiré par la haine. »

Le journal dit, d'autre part, que, sur les quinze officiers et les quatre cent cinquante et un hommes capturés par les Boers, un officier et cent cinq hommes seulement ont été remis en liberté jusqu'à présent. Il se peut que les autres soient relâchés plus tard, mais si les Boers en conservent un certain nombre, ce changement de politique peut avoir une grande signification. »

Trois nouvelles soumissions ont été faites aujourd'hui, au nombre desquelles celle du père de Scheepers, ce commandant boer fusillé récemment dans la colonie du Cap.

LE COUT DE LA GUERRE

La « Fortnightly Review » publie un relevé détaillé de ce que la guerre du Transvaal coûte, à l'heure actuelle, au contribuable britannique, et ce relevé contient des chiffres intéressants.

Donc, par « sept » fois, sir Michaël Hicks Beach, chancelier de l'Echiquier, a dû se lever à la Chambre des communes pour inviter les fidèles sujets de la Grande-Bretagne à verser les fonds nécessaires pour la continuation de la guerre.

Le dernier versement remonte au 8 mars 1901, date à laquelle la guerre du Transvaal coûtait exactement 443,867,000 livres ster-

---

FEUILLETON DU 4 MARS. — N° 8

LE

CAPITAINE CASSE-COU

Grand roman d'aventures

ÉPISODES ILLUSTRÉS

de la Guerre des Boers

PAR

Louis BOUSSENARD

PREMIERE PARTIE

LES BLANCS-BECS

V

A peine si de loin en loin on aperçoit l'éclair furtif du canon bronzé d'un Mauser, ou la croupe d'un cheval tapi derrière une roche.

Cela tient de la fantasmagorie.

Du côté des Anglais, c'est une plaine rase, au milieu de laquelle évoluent, conformément à la tactique moderne, les trois armes : artillerie, cavalerie, infanterie.

Troupes admirables, d'une solidité à toute épreuve et encadrées par des sous-officiers d'une valeur incomparable.

Certes, une grande nation peut, à bon droit être fière de pareils soldats et ce n'est pas la faute de ces braves gens s'ils combattent pour une cause injuste, s'ils vont répandre intrépidement leur sang pour ravir à d'autres braves gens le bien suprême : la liberté !

Du reste, leur commandant en chef est pressé d'agir. Non pas tant pour se donner de l'air et élargir le cercle d'investissement, que pour obtenir coûte que coûte une victoire.

Cette victoire, il la lui faut le jour même et à tout prix.

Le nouveau généralissime sir Redvers Buller vient de débarquer à Capetown, et sir George White veut montrer à l'Angleterre qu'il eût aussi été simple de lui laisser la direction générale des opérations.

De là cette attaque folle que rien ne justifie et à laquelle ne peuvent croire les généraux boers.

Déjà les canons anglais commencent le feu. De sourdes détonations retentissent au fond de la plaine.

Les obus chargés à la lyddite arrivent en déchirant les couches d'air avec des râlements stridents.

Ils tombent au milieu des mamelons, éclatent avec d'épais flocons de fumée verte et se répandent en véritables averses de morceaux d'acier.

Quatre batteries tonnent sans relâche et s'approchent peu à peu des mamelons, en même temps que se forment les colonnes d'attaque.

Les canons boers répondent à peine à ce tintamarre plus bruyant que dangereux, et les artilleurs, ayant repéré leur tir à courte distance, attendent patiemment de faire feu de toutes leurs pièces.

Deux régiments d'infanterie et deux bataillons de Gordon's highlanders s'avancent par colonnes de compagnie et, résolument, tentent l'assaut.

Viljoen, qui se trouve près des Blancs-Becs suit d'un œil attentif ce mouvement.

« C'est fou ! dit quelqu'un près de lui.

— Mais c'est sublime ! » répond aussitôt le général boer, bon juge en matière de bravoure.

Déjà les tirailleurs, tapis au fond des rifles-pits, ont ouvert le feu. Quelques hommes tombent.

Les canons font rage, les obus pleuvent, la fumée verte se répand en nappes, les bugles sonnent la charge et les cornemuses écossaises jouent les airs les plus entraînants.

A peine défendue, la première tranchée est enlevée presque sans coup férir.

Les soldats de la compagnie écossaise, qui marchent en tête, poussent des hourrahs furieux, et, grisés par ce succès trop facile, prennent le pas de gymnastique.

Ils arrivent au beau milieu des ronces de fer, tombent, culbutent dans des attitudes qui, en tout autre moment, seraient risibles.

Alors de sa voix impassible, Viljoen s'écrie :

« Commencez le feu !

Et de proche en proche le commandement se reporte :

« Commencez le feu !

Une fusillade épouvantable éclate.

Casse-Cou se relève à demi, darde un rapide coup d'œil sur ses Blancs-Becs et ajoute :

« Attention !... ménagez vos cartouches, et visez chacun votre homme. »

En même temps, les canons boers, qui ne sont plus qu'à neuf cents mètres, tonnent sur toute la ligne. Un ouragan de projectiles s'abat sur l'infanterie anglaise empêtrée par les ronces de fer.

Les hommes tombent sous les balles, des files entières sont emportées par les obus.

« Serrez !... serrez les rangs ! » crient les officiers impassibles au milieu de l'affreuse tuerie.

Les sergents munis de cisailles coupent tous les fils de fer, les bugles sonnent de plus belle, les cornemuses nasillent et la trombe humaine, sanglante, mutilée, se rue plus acharnée que jamais à l'assaut.

La route est jonchée de morts et de mourants ; aux fanfares se mêlent des clameurs funèbres, des hurlements de bêtes mutilées...

A cette attaque furieuse, les Boers opposent une bravoure impassible que rien ne peut ni troubler ni entamer.

Avec une précision, un ordre et un sang-froid stupéfiants, ils abandonnent successivement trois mamelons qui se commandent, et sans laisser un mort ni un blessé, ils viennent avec soin, minutieusement repérés pour le tir et dont ils ont fait une véritable citadelle.

Les Anglais ne voient pas que cette retraite est volontaire et que c'est un piège pour les attirer en un lieu où viendront se briser leur vaillance et leur ténacité. Ils avancent toujours, croyant enfin tenir cette victoire si chèrement, si cruellement disputée.

Les Blancs-Becs ont repris une nouvelle place. Ils dominent un large défilé par où vont s'engouffrer les Ecossais qui mènent toujours l'attaque.

Casse-Cou a près de lui son jeune camarade Paul Potter. En voyant la ruée furieuse des highlanders, tous deux ont eu la même pensée :

« Le lieutenant-colonel duc de Richmond !»

Ils le cherchent au milieu de l'affreuse mêlée, croient le reconnaître et s'acharnent à le tuer.

Mais, dans cette cohue frénétique, pareille chose est impossible. Alors on finit par tirer en plein tas et l'on essaye de viser de préférence les officiers.

« Tuez ! tuez toujours ! disait l'évêque Turpin aux soldats de Charlemagne. Dieu saura bien retrouver les siens. »

« Abattons tous les officiers des Gordons ! criait le chef des Blancs-Becs ; il sera ainsi forcément au nombre des morts !

—Et mon père sera vengé ! » hurlait avec une exaltation sauvage le fils du Boer fusillé.

Bientôt la mêlée devient générale.

Ce n'est plus une bataille commandée par des chefs. L'unité de combat n'est même pas la compagnie, c'est tout au plus la section. Le plus souvent les hommes, fous de tuerie, agissent individuellement.

On se fusille à bout portant, on s'empoigne corps à corps, les blessés eux-mêmes se serrent, s'étouffent, se mordent !

A ce moment, à moins d'un quart d'heure d'intervalle, sont tués les deux généraux boers.

Frappé de deux balles à poitrine et au flanc, Jan Kock, le grand maître de l'artillerie transvaalienne, expire en criant : « Vive la liberté ! »

Viljoen, atteint, lui aussi, en pleine poitrine tombe en disant :

« Mes enfants ! luttez jusqu'à la dernière goutte de votre sang... »

Ces deux pertes, cruelles pour la cause de l'indépendance des deux républiques, soulèvent des tonnerres d'imprécations contre les Anglais.

Elle sont du reste chèrement payées par le corps d'officiers ennemis qui est décimé d'une façon épouvantable.

Il y a déjà par terre, tant tués que blessés, trois colonels, cinq commandants, onze capitaines, vingt-six lieutenants et sous-lieutenants.

Sur quatorze officiers, le 2e bataillon des Ecossais n'en a plus qu'un seul debout.

Cependant il en est un qui semble invulnérable au milieu de cette lutte sauvage.

Bien reconnaissable à sa haute taille et à son brillant uniforme, il est toujours au premier rang, menant la charge, conduisant l'assaut, ralliant les Gordons, prêchant vaillamment d'exemple, intrépide, héroïque !

C'est le lieutenant-colonel duc de Richmond.

Il a eu trois chevaux tués sous lui, il sert de cible à cinq cents tireurs, et il est, sans une égratignure, au milieu de cet ouragan de projectiles.

Maintenant il combat à pied n'ayant plus de chevaux disponibles.

Près de lui se tient un jeune homme de haute et fière mine, un enfant plutôt, portant la tenue de sous-lieutenant des Gordon's highlanders.

Même vaillance un peu hautaine alliée à un égal mépris de la mort, et, avec cela, une ressemblance physique frappante.

Le père et le fils évidemment.

Tout en faisant son devoir de soldat, le père jette un regard furtif sur son fils, un de ces regards profonds, rapides, empreints à la fois de crainte et de fierté.

Le fils, pour la dixième fois, se rapproche de son père, se jette devant lui pour lui faire un rempart de son corps et protéger instinctivement celui qui est à la fois son père et son chef.

Le colonel l'écarte de la voix et du geste et lui crie :

« A tes hommes, Patrick !.... à ton devoir. »

Le sous-lieutenant, lui aussi, est sans blessure, et c'est miracle, car les balles ont hachi par places, son uniforme.

Il tient à la main gauche son revolver et de la droite brandit la lourde épée écossaise à garde d'acier.

L'ardente mêlée les jette face à face, lui et Casse-Cou.

L'Anglais et le Français se mesurent un moment du regard, puis, instinctivement, se ruent l'un contre l'autre.

N'ayant d'autre arme que son Mauser sans baïonnette, Casse-Cou met en joue à quatre pas et serre vivement la détente.

Mais dans l'acharnement de la bataille il a épuisé les cartouches du magasin à répétition, sans même penser à en conserver une seule comme suprême ressource.

(A suivre.)